

UNE RÉOLUTION POUR LES FEMMES DANS LA GUERRE



© Béatrice Petit

La Résolution 1325 promeut le rôle des femmes dans la résolution des conflits et demande aux États d'assurer leur protection pendant la guerre.

L'Est du Congo en est hélas un bon exemple. Dans les conflits, les femmes et leurs enfants sont les victimes les plus vulnérables et les moins écoutées, quand leur corps ne sont pas simplement considérés comme des champs de bataille. Elles souffrent en silence de guerres décidées et mise en œuvre le plus souvent par les hommes, dont le terme est négocié par les hommes. C'est face à ce constat que le Conseil de sécurité des Nations Unies a arrêté en 2000 une décision - appelée Résolution - concernant les femmes, la paix et la sécurité. Dix ans après, la Résolution 1325 reste capitale pour donner une dimension genre au domaine de la construction de la paix et la prévention des conflits dans le Sud. Grâce notamment au plaidoyer international, le conseil de sécurité vient d'approuver de nouveaux indicateurs.

Guerre des hommes, souffrance des femmes

Fin août, l'horreur était à nouveau à son comble : plus de 200 femmes et jeunes garçons ont été violés au Nord-Kivu, près de la ville minière de Walikale. Ces violences, pratiquées de façon systématiques, participent à une stratégie de la terreur bien connue et pratiquée par les différentes milices qui s'affrontent dans la région. Mais l'Afrique cen-

trale n'a pas l'apanage de ces pratiques : chacun se souvient encore du conflit yougoslave et d'horreurs semblables. Ces guerres d'hommes entendent détruire la société jusque dans son noyau le plus intime : la femme. Pourtant ceux qui marchent au pas sont rarement des femmes, ceux qui ordonnent les guerres et négocient la paix non plus. Les femmes qui forment plus de la moitié de la population sont souvent les oubliées

du système. Elles croupissent dans les camps de réfugiés en attendant les décisions des autres. Pourtant, elles ont démontré qu'elles sont aussi de grandes artisanes de la paix.

Artisanes de paix

"En Ouganda, les femmes jouent un rôle clé pour convaincre leur fils enlevés par l'armée du seigneur de revenir. Elles se battent depuis des décennies pour la paix", raconte

UN Women, Un organe ONU pour les femmes

Dès le premier janvier 2011 devrait être opérationnelle *UN Women*, une nouvelle entité des Nations Unies pour la promotion des droits de la femme et l'égalité des genres. L'agence sera conduite par l'ex-présidente chilienne, Michelle Bachelet. La création de l'entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes est le résultat d'années de négociations entre les États membres des Nations Unies et de plaidoyer de mouvement féminins.

UN Women devrait permettre aux Nations Unies d'optimiser ses capacités et son efficacité dans le domaine de l'égalité des genres. Cette nouvelle entité devrait être plus forte que la somme des 4 parties préexistantes qu'elle regroupera sous son drapeau : le Fonds des Nations Unies pour les femmes (UNIFEM), la Division de la promotion de la femme, l'Institut International de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW), et le Bureau de la Conseillère spéciale pour la parité entre les sexes et la promotion de la femme (OSAGI). *UN Women* s'inscrit donc dans la tendance générale des Nations Unies - dite 'One-UN' - à centraliser les thèmes sous une seule agence. 500 millions d'euros sont recherchés pour son fonctionnement. La Belgique qui a soutenu la création de *UN Women*, finance déjà UNIFEM mais pourrait augmenter ses donations pour la nouvelle entité.

La violence contre les femmes durant les conflits et la santé maternelle et infantile seront l'une des priorités de *UN Women*.

EP

online 
www.unwomen.org



© Unicef / G. Pirozzi

Kamilia Kuku (Société civile G40) lors la conférence sur le dixième anniversaire de la Résolution 1325 en septembre à Bruxelles, à l'occasion de la présidence belge de l'UE. "Ce sont les femmes qui poussent à la paix," ajoute une oratrice, "mais elles sont aussi un système de détection précoce d'un conflit. Ce sont elles qui constatent : attention les hommes ramènent toujours plus d'armes à la maison, il va se passer quelque chose..."

Résolution : cesser d'être victime, devenir actrice

C'est devant ce constat que le Conseil de sécurité des Nations Unies, organe exécutif de l'ONU, responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationale s'est réuni en 2000. Il a adopté une résolution, c'est-à-dire un texte ayant une valeur juridique contraignante. Les grands points de la Résolution 1325 sont la reconnaissance et la promotion du rôle des femmes dans la prévention des conflits, la gestion des conflits et la consolidation de la paix. Les États membres ont été invités à mettre en œuvre cette résolution et assurer la protection des femmes pendant les conflits.

La coopération belge a d'ores et déjà établi un plan d'action national, elle plaide au niveau international pour une meilleure prise en compte du genre dans les conflits et soutient d'importants programmes contre les violences sexuelles en RD Congo (voir le STAREC). La Commission Femmes et Développement a développé un important plaidoyer depuis 2001 à ce sujet.

Ce mardi 26 octobre, le Conseil de Sécurité des Nations Unies a adopté, à l'occasion du 10e anniversaire de la Résolution 1325 un certain nombre d'"indicateurs". La prise en compte du genre dans les conflits pourra désormais être mesurée à l'aide des indicateurs adoptés par le Conseil de Sécurité. Ceux-ci permettront aussi d'élaborer des objectifs et des sanctions adéquates et ainsi de veiller à une meilleure application de la Résolution.

L'Union européenne et la Belgique ont joué un rôle pionnier dans ce processus. Dans le cadre de la Présidence européenne, la Belgique a organisé le 9 septembre, à l'approche de cet anniversaire, une conférence de haut niveau à Bruxelles, suivie de conférences à New York et Genève. Ces conférences ont permis d'étayer la position de l'Union européenne, qui a ainsi pu faire prévaloir son point de vue au sein du Conseil de Sécurité et convaincre les pays réticents à adopter ce système de monitoring.

Elise Pirsoul

online 

http://diplomatie.belgium.be/fr/politique/cooperation_au_developpement/CFD